

Vendredi 21 décembre 2012

TSCG

Je me suis toujours imposé de faire primer mes convictions lorsque des choix difficiles s'imposaient à moi. La signature du traité de stabilité, de coordination et de gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG) et sa ratification présentée à l'Assemblée nationale font parties de ces choix difficiles qu'il nous est amené à rencontrer dans notre vie de parlementaire.

Soucieux du devenir de la construction européenne et de sa prise en compte des difficultés sociales croissantes sur le continent, je n'ai donc, en conscience, pas pu voter la ratification du traité budgétaire européen.

Durant la campagne présidentielle, François Hollande avait dit son intention de renégocier le texte approuvé à son époque par Nicolas Sarkozy lorsqu'il était président de la République. Si j'approuve l'ajout du « volet croissance » soutiré à la chancellerie allemande, Angela Merkel, et qui va mobiliser de nouvelles ressources en faveur des investissements, je ne peux que m'interroger sur la renégociation réelle de ce texte.

Il faut que l'Allemagne d'Angela Merkel cesse de bloquer le processus de croissance pour défendre ses seuls intérêts en se crispant sur des principes idéologiques qui nous conduisent droit dans le mur. La montée partout des populismes et des extrémismes face à l'exaspération des peuples européens constitue le plus grand danger pour la démocratie.

Il ne faut pas voir dans cette réflexion un affront à l'égard de François Hollande et du gouvernement mais un « refus de soutien » adressé à ceux-ci. Depuis les primaires mon choix s'est tourné vers François Hollande en qui j'ai vu la promesse d'un changement profond de notre société et à l'heure actuelle je crois plus que jamais à son volontarisme. Néanmoins je fais mien son discours au Bourget, au début de la campagne présidentielle, qui disait notamment que « *la France [devait] retrouver l'ambition de changer l'orientation de l'Europe* ».

Il interrogeait lui-même :

« Mais comment allez-vous faire pour faire venir vos alliés dans cette Europe, sur les positions que vous défendez, puisque le président sortant n'y est pas arrivé ? » et répondait immédiatement : *« Mais ce qui va changer, c'est le vote des Français, qui sera notre levier pour convaincre ».*

Six mois après la victoire du 6 mai 2012, je ne peux pas croire que la puissance du levier soit déjà épuisée. Refuser le traité budgétaire européen c'est aider le président de la République, c'est maintenir et renforcer la puissance du levier pour convaincre.